

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE IEL EXPLOITATION 23

109 avenue Jean Monnet
51430 Bezannes

Références : -
Code AIOT : 0010012084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement SOCIETE IEL EXPLOITATION 23 implanté Lazenay 18120 Lazenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE IEL EXPLOITATION 23
- Lazenay 18120 Lazenay
- Code AIOT : 0010012084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien IEL Exploitation 23 est situé sur les communes de Lazenay et Poisieux. Le parc

représente une puissance totale installée de 28,8 MW. Il se compose de :

- 9 aérogénérateurs identifiés des numéros 86097 à 86105 présentant les caractéristiques suivantes :
 - Puissance unitaire maximale de 3,2 MW ;
 - Hauteur maximale de mât de 93 m ;
 - Diamètre de rotor maximal de 114 m ;
 - Hauteur totale maximale en bout de pale de 150 m.
- Un poste de livraison électrique.

Le parc est autorisé par arrêté préfectoral du 29 avril 2015 complété. Il a été mis en service le 25 avril 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande d'action corrective	60 jours
2	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective	60 jours
4	Contrôle d'intégrité- brides et fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	60 jours
7	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Demande d'action corrective	60 jours
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande d'action corrective	60 jours
10	Déclaration de mortalité	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
12	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 29/04/2015, article 7.1.	Demande d'action corrective	60 jours
16	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Essais arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa	Sans objet
5	Contrôle d'intégrité-	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contrôles visuels		
9	Plan de fonctionnement des aérogénérateurs	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 2	Sans objet
11	Mesures en faveur de l'avifaune	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 3	Sans objet
13	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II	Sans objet
14	Chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
15	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
17	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
18	Intérieur propre et dégagé	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
19	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation et exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du personnel
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le

registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<p>Constats :</p> <p>La maintenance des éoliennes est réalisée principalement par Nordex et celle du poste de livraison par Soleco.</p> <p>Vu le Sharepoint de suivi des formations des personnes intervenant sur le site et les attestations associées.</p> <p>Vu le plan de prévention de janvier 2025 qui contient notamment les procédures à suivre en cas d'urgence.</p> <p>Le plan de prévention est lu et signé par chaque personne étant amenée à intervenir sur le site.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun exercice d'entraînement n'a encore été réalisé ou prévu, que ce soit en lien avec les services de secours ou en interne.</p> <p>Constat : Aucun exercice d'entraînement n'a été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le registre de maintenance avec les opérations de maintenances effectuées ainsi que les dates associées. Le suivi des défaillances et les actions correctives mises en places n'apparaissent pas dans le registre. De plus, par sondage, l'inspection a vérifié le bon renseignement des opérations de contrôle visuel des pales dans le registre en se basant sur le rapport de contrôle visuel des</p>

pales de l'éolienne n°86098 qui a été contrôlé le 13/11/2024. Ce contrôle n'apparaît pas dans le registre de maintenance.

Constat : Le suivi des défaillances comportant entre autres les opérations correctives engagées n'apparaît pas dans le registre de maintenance. L'ensemble des opérations réalisées n'est pas renseigné dans le registre de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Essais arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Vu les rapports de maintenance des tests fonctionnels des dispositifs de sécurité pour l'éolienne n°86100 en date des 19/07/2024 et 07/05/2025, en particulier les points portant sur les contrôles de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.

Vu les rapports de maintenance annuelle pour l'éolienne n°86098 en date des 03/10/2023 et 13/08/2024, en particulier les points portant sur le contrôle des équipements de mise à l'arrêt.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de maintenance pour l'éolienne n°86097 datant des 28/09/2023 et 13/08/2024 qui comprennent le serrage de tous les raccords vissés non collés ainsi que le contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été serrés.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a contrôlé par sondage le marquage de certaines brides sur les éoliennes n°86102 et 86103. Sur certaines brides, se trouvaient plusieurs marquages de même couleur, parfois verticaux et d'autres horizontaux. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer comment le contrôle visuel pouvait être exécuté avec les marquages constatés.</p> <p>Constat : Le marquage des brides sensé permettre le contrôle visuel de ces dernières n'est pas compréhensible et l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer sa signification et ainsi de démontrer que le contrôle visuel peut réellement être effectué.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant indique que deux contrôles au drone sont réalisés chaque année.
Vu les rapports de contrôle visuel pour l'éolienne n°86098 en date des 13/11/2024 et 07/03/2025.
Aucun défaut majeur n'a été relevé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle.

Prescription contrôlée :

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Vu les rapports de maintenance des tests fonctionnels des dispositifs de sécurité pour l'éolienne n°86100 en date des 19/07/2024 et 07/05/2025.

Vu les rapports de maintenance annuelle pour l'éolienne n°86098 en date des 03/10/2023 et 13/08/2024.

L'ensemble des rapports consultés regroupe les contrôles de la quasi totalité des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) inscrits dans la liste des SIS. Cependant, les capteurs de température et les signaux lumineux présents sur les armoires de commandes ne sont pas vérifiés. De plus, dans le rapport de maintenance de 2023 les capteurs de glace n'ont pas été indiqués comme contrôlé.

Constat : l'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité inscrit dans la liste des SIS n'est pas contrôlé annuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
Thème(s) : Risques chroniques, enregistrement des contrôles du SIS
Prescription contrôlée : IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : La liste des équipements de sécurité n'apparaît pas dans le registre de maintenance. Constat : la liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles des équipements de sécurité ne sont pas renseignés dans le registre de maintenance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à

suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Vu le plan de prévention de janvier 2025 qui consigne l'ensemble des informations requises en matière de situations d'urgence et de consignes de sécurité, à l'exception des mesures à mettre en œuvre en cas de défaillance des freins ou de balourd du rotor.

Le plan de prévention est lu et signé par chaque personne étant amenée à intervenir sur le site.

Constat : L'exploitant ne dispose pas de consignes de sécurité en cas de défaillance des freins ou de balourd du rotor.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Plan de fonctionnement des aérogénérateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères

Prescription contrôlée :

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc :

- du 1er juillet au 30 septembre inclus ;
- et en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 10°C ;
- et sur la nuit entière du coucher du soleil au lever du soleil.

Le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.

La mise en place effective du plan de bridage des machines et le bon entretien et

<p>fonctionnement des appareils utilisés doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bridage appliqué au parc est un bridage dynamique, consistant en des interruptions ponctuelles des éoliennes en cas de détection de chauves-souris lorsque les paramètres de bridage sont respectés.</p> <p>Vu le logiciel de suivi des éoliennes qui montre des arrêts ponctuels des éoliennes durant les nuits des 12/08/2025 et 22/09/2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration de mortalité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de mortalité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris prévoyant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres ; - l'analyse des causes de la mortalité ; - l'information de l'inspection des installations classées. <p>Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées. Cette dernière comprend l'ensemble des informations attendues.</p> <p>Des affiches avec des QR codes se trouvent en pied de machines, le personnel a ainsi accès à la procédure en flashant les QR codes dans les machines.</p> <p>Constat : le personnel n'étant pas amené à entrer dans l'éolienne n'a pas accès à la procédure découverte de cadavres d'espèces protégées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Mesures en faveur de l'avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de l'avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 31 décembre 2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport proposant des mesures visant à réduire les impacts du fonctionnement du parc sur l'avifaune et notamment les rapaces. Ces mesures, qui s'appuient sur les résultats du suivi environnemental 2020 suvisé et les résultats éventuellement connus du suivi 2021, sont précisément décrites et accompagnées d'un échéancier de réalisation n'excédant pas le 28 février 2022. Ce rapport présente également les modalités du suivi à réaliser pour s'assurer de l'efficacité et de la pérennité des mesures pendant toute la durée d'exploitation du parc.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 23/12/2021 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport présentant les résultats du suivi environnemental de 2020. L'analyse de ces résultats l'a amené à proposer la mise en place d'un système d'effarouchement (SDA) sur l'ensemble des éoliennes de la partie nord du parc (E1 à E6) dans l'objectif de réduire l'impact du parc sur l'avifaune. Le SDA est un système de vidéo-détection permettant de détecter et traquer les oiseaux, et de les effaroucher par un effet acoustique s'ils viennent à entrer dans un périmètre défini autour des éoliennes. En outre, si malgré l'effarouchement, l'oiseau détecté ne dévie pas sa trajectoire de vol, le système permet alors de réguler le fonctionnement des éoliennes. Le déploiement prévu du système était pour début 2022, et il a été installé en juin 2022. Concernant les modalités de suivi du SDA, l'exploitant a proposé un suivi via le système de track et de vidéo inhérents au SDA qui permettra de suivre et de s'assurer de l'efficacité et de la pérennité des mesures. En effet, les espèces seront détectées et enregistrées, tout autant que les éventuelles collisions. L'exploitant indique également que le prochain suivi environnemental permettra de juger de l'efficacité du système en comparant la mortalité avifaunistique avant et après l'installation du SDA.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2015, article 7.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un suivi de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, en périodes d'activité des espèces, sur une durée de 3 ans après la mise en service des installations, couvrant la période de migration des grues cendrées, puis tous les 10 ans.

[...]

Chacun des suivis fait l'objet d'un rapport global annuel, transmis à l'inspection des installations classées. S'il s'avère que les suivis de mortalité relèvent un taux de mortalité élevée des chiroptères ou de l'avifaune imputable à l'installation, un rapport spécifique présentant des mesures de réduction à mettre en place sur le parc éolien est transmis en même temps à l'inspection des installations classées.

L'exploitant engage sous un délai de 6 mois les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité des chiroptères et de l'avifaune, sauf avis contraire des services de la DREAL Centre-Val de Loire sur ces mesures. Un délai de mise en œuvre plus long peut être envisagé, sur demande argumentée de l'exploitant.

Les suivis de mortalité devront alors être prolongés de manière à vérifier l'efficacité des mesures retenues.

La mise en place de ces dispositifs doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classée.

Constats :

L'inspection a consulté le rapport de suivi environnemental réalisé à cheval sur les années 2023 et 2024 (de mai 2023 à avril 2024) par le bureau d'étude EVINERUDE. Ce dernier fait suite aux rapports post-implantation réalisés en 2020, 2021 et 2022, et a pour objectif de vérifier la bonne efficacité des mesures de réduction mises en place.

Le suivi 2023-2024 est lacunaire dans la mesure où il ne présente pas la proportion d'activité couverte par le bridage. De plus, l'inspection n'est pas en accord avec les conclusions et les propositions faites à l'issue de ce rapport.

Tout d'abord, un impact fort a été constaté sur l'avifaune et les chiroptères, à ce titre, des mesures de réductions auraient dû être proposées et un suivi complémentaire aurait dû être réalisé afin de vérifier l'efficacité de ces mesures, or aucun suivi complémentaire n'a été proposé. De même, aucun renforcement du bridage n'a été proposé pour protéger les chiroptères excepté un « paramètre pluie » qui n'a pas été détaillé. Une analyse du bridage actuel doit être réalisé au regard des données d'activités, et un renforcement du bridage pour une meilleure préservation doit être proposé.

Une analyse de l'activité du SDA devra également être réalisée afin de discuter de son efficacité, notamment pour les rapaces qui malgré la présence du SDA sensé les protéger ont subi un impact fort.

Constat : Des mesures de réductions plus ambitieuses doivent être proposées dans le but de préserver la faune volante et un nouveau suivi de mortalité doit être réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Transmission suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : II- Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis [...]
Constats : Le rapport de suivi pour les années 2023 et 2024 a été transmis le 1 ^{er} octobre 2024 et la dernière prospection a été faite en avril 2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Chemins d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

<p>Constats :</p> <p>Les chemins d'accès aux éoliennes n°86102 et 86103 sont carrossables et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ces accès ainsi que les plateformes situées aux pieds des éoliennes n°86102 et 86103 sont entretenus.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L.6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R.243-1 et R.244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les balisages diurnes opérationnels sur les aérogénérateurs n°86102 et 86103 le jour de l'inspection.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Panneau et identification mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Vu les consignes au niveau de l'aérogénérateur n°86103 avec les mentions attendues. En</p>

revanche, aucun panneau avec les consignes attendues ne se trouvait au niveau du chemin d'accès de l'aérogénérateur n°86102.

Les aérogénérateurs n°86102 et 86103 sont bien identifiés par un numéro lisible sur leur mât.

Constat : Le chemin d'accès à l'aérogénérateur n°86102 ne dispose pas de panneau indiquant les prescriptions à observer par les tiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès intérieurs de chaque aérogénérateur et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Intérieur propre et dégagé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs n°86102 et 86103 est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie approprié aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé à minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Vu le rapport de vérification des extincteurs datant du 28/04/2025. Vu la présence en pied des aérogénérateurs n°86102 et 8610. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite